



Rencontre DGER / FSU - FO - CGT - 13 novembre 2020

L'Intersyndicale attend un changement de pratiques

Après le boycott du CTEA du 3 novembre, l'Intersyndicale Snetap-FSU, FO-Enseignement agricole, CGT-Agri et SUD-Rural et Territoires a rencontré la Directrice Générale et son Adjoint le 13 novembre. L'Intersyndicale a rappelé et expliqué les raisons de son refus de siéger au CTEA ainsi que son attente d'un changement profond de pratiques dans le dialogue social ...

Une dégradation du fonctionnement des instances :

Le fonctionnement des instances de l'enseignement agricole ne cesse de se dégrader depuis plusieurs années au point que les organisations éprouvent de sérieuses difficultés à assurer leur rôle de représentation des personnels. Le nombre de réunions est insuffisant, les ordres du jour sont en décalage avec l'actualité, les documents préparatoires sont envoyés très tardivement, voire donnés en séance, les comptes rendu ont de nombreux mois de retard, les questions diverses pléthoriques (liées au manque de réunions) sont pas ou peu traitées. Ces conditions engendrent des points de tension entre les élu.es du personnel et les services de la DGER bloquant l'objectif de dialogue social de ces instances.

La DGER reconnaît ces dysfonctionnements et assure réfléchir à une méthode de travail qui devrait permettre de hiérarchiser les priorités des ordres du jour. Elle s'engage à rapidement poser une feuille de route sur leur organisation.

Si l'Intersyndicale peut entendre la nécessité de prioriser les questions diverses (à condition à minima de les épurer entre deux instances par des réponses écrites si nécessaire) elle n'entend pas remettre en cause la légitimité des déclarations liminaires.

Une attente de dialogue renforcé dans cette situation sanitaire sans précédent :

La DGER indique ses 5 principes dans la gestion de cette nouvelle période de crise sanitaire : protection des jeunes et des personnels, cohérence avec l'Éducation Nationale, prise en compte des spécificités de l'Enseignement Agricole, subsidiarité et concertation avec les organisations syndicales.

Pour l'Intersyndicale les conditions de reprise de l'épidémie et du nouveau confinement donne l'impression de revivre une situation très proche de celle vécue au printemps dernier où l'Enseignement Agricole ne travaille pas en cohérence avec l'EN mais systématiquement en alignement. Afin que tout ne soit pas laissé à l'autonomie et aux impasses locales, les OS demandent un cadrage national. Celui-ci doit notamment spécifier les modalités de concertation avec les personnels dans les établissements et avec les instances, nationales, régionales ou locales

Là où la DGER ne voit que quelques "mauvais élèves" chez les chefs d'établissements, l'Intersyndicale oppose un problème plus complexe où les DRAAF donnent la tonalité ; certains niant la réalité de la crise, jusqu'à refuser la réunion des instances SST régionales et locales sous prétexte d'une prétendue maîtrise de la situation. Sur la jauge, il faut aller plus loin et notamment sur l'organisation des distanciations et des brassages.

Il y a également nécessité de revoir les contenus de formation, l'organisation des examens, le lien pédagogique, ... Nous ne pouvons avoir les mêmes réponses que lors de la première vague où l'ensemble des élèves étaient confiné.es (le travail en autonomie et non en visio devant prévaloir lors des semaines en distanciel). Nous rappelons également que les élèves qui passeront leur examen en 2021 cumuleront à minima 2 trimestres dégradés. En cela nous rappelons la nécessité maintes fois répétée d'une intervention de l'Inspection sur le sujet.

La DGER entend la nécessité d'un message apaisant dans le contexte. Elle le fera en deux temps : un premier message rassurant pour annoncer des adaptations à venir, puis un deuxième avec un cadrage national après un dialogue dans les instances que nous espérons constructif.

Pour nos OS, la FAQ (Foie aux Questions) doit avoir une valeur réglementaire. La DGER assure que c'est déjà le cas, mais entend l'intérêt de le spécifier. Elle le fera dans les prochains jours.

Elle annonce la convocation du CTEA le 27 novembre consacré à ces questions liées au contexte sanitaire et à la présentation des chiffres de rentrée.

Enfin elle annonce que la mise en place des nouvelles "conf" devrait être actée en fin de mois

L'Intersyndicale salue la volonté d'apaisement et de construction affichée par la DGER dans ce dialogue. Elle nécessite maintenant de se traduire rapidement en actes.